



 VEILLE DÉVELOPPEMENT DURABLE

D'EUROPE CENTRALE ET DES ETATS BALTES

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE VARSOVIE

Octobre 2022

Sommaire

❖ Zoom sur le conflit russo-ukrainien	
○ Secteur du transport	p 2
○ Secteur de l'énergie.....	p 2
○ Autres secteurs.....	p 8
❖ Autres faits saillants	p 9
○ Pologne.....	p 9
○ Hongrie.....	p 11
○ République tchèque.....	p 16
○ Slovaquie.....	p 19
○ Lituanie.....	p 23
○ Lettonie.....	p 25
○ Estonie.....	p 26
❖ Calendrier	p 30

Zoom – invasion russe en Ukraine

Secteur du transport

Pologne et Etats Baltes pour l'export des céréales ukrainiennes

Lors du forum annuel sur les innovations de mobilité à Vilnius fin octobre, les difficultés d'acheminement des céréales ukrainiennes ont été évoquées. En présence de M. Nayyem, vice-ministre ukrainien des Infrastructures, le ministre letton des Transports, T. Linkaits, a souligné que les Etats baltes et la Pologne travaillaient ensemble afin de planifier le transport de céréales jusqu'aux ports maritimes baltes aussi bien par la route que par les lignes ferroviaires. Face au contexte géopolitique actuel, les pays participants ont ainsi mis l'accent sur la nécessité d'établir un réseau ferroviaire standardisé et unique en Europe Centrale de l'Est.

Secteur de l'énergie

Soutien aux infrastructures énergétiques ukrainiennes

La **société publique lituanienne EPSO-G** spécialisée dans la transmission et l'échange d'énergie a prêté main forte à l'Ukraine, victime d'attaques sur ses infrastructures énergétiques dont ses postes électriques et gazoducs. L'opérateur du système de transmission d'électricité lituanien Litgrid a déboursé 74 800 EUR en équipements, comprenant 110-330 kV de matériels primaires, transformateurs et séparateurs de courant ainsi qu'isolateurs. Amber Grid, gestionnaire du réseau de transport de gaz du pays a également versé une aide de 18 000 EUR consacrée à la restauration des connexions de gaz endommagées.

En **Hongrie, MOL** a offert l'équivalent de 135 000 EUR d'équipements pour des infrastructures énergétiques à l'Ukraine, ce qui porte le total de ses dons à l'Ukraine à 290 000 EUR. Cette initiative s'inscrit dans le cadre défini par le Centre de coordination de la réaction d'urgence.

En outre, le 27 octobre, **l'Ukraine a réalisé un test d'importation d'électricité à partir de la Slovaquie.**

Slovaquie : mesures face à la hausse des prix de l'énergie

Le 18 octobre, les députés ont approuvé la loi de finances rectificative 2022 par laquelle tant les recettes que les dépenses augmentent de 1,5 Md EUR. Sous l'effet de l'inflation, les rentrées fiscales sont meilleures que celles budgétées, ce qui permettra de financer des **mesures de soutien tant aux entreprises (0,9 Md EUR) qu'aux ménages (14^{ème} mois de retraites, 200 M EUR), aux groupes les plus vulnérables (190 M EUR) et à l'administration publique (200 M EUR).**

Pour mémoire, le PLF 2023 inclut des mesures d'aides pour juguler la hausse des prix de l'énergie à hauteur de 3,5 Mds € dont principalement 1,4 Md € pour les entreprises, 1 Md € de fonds de réserve et 0,9 Md € en faveur des ménages.

Le 24 octobre, le gouvernement a annoncé que jusque fin 2022 et du 1^{er} janvier au 31 mars 2023, **les entreprises slovaques, notamment les PME, devraient bénéficier d'un soutien au-delà d'un plafond à 199 EUR/MWh (HT et prélèvements) pour l'électricité et à 99 EUR/MWh pour le gaz.** Passé ce plafond, l'Etat remboursera 80% des dépenses énergétiques. Ces compensations financières devraient être effectives dans la limite de 500 000 EUR par entreprise cette année et de 100 000 EUR par mois l'année prochaine. En mars 2023, les autorités publiques devraient réexaminer la reconduction éventuelle de ces mesures.

Ces mesures, qui ont suscité un retour très favorable des organisations patronales, sont toutefois liées au vote de la loi de Finances 2023, a tenu à rappeler le gouvernement, mettant ainsi au défi les partis de l'opposition de s'y opposer.

Quant aux entreprises les plus énergivores, le 7 novembre, après une réunion du Conseil économique et social rassemblant les représentants de l'industrie, du gouvernement et des syndicats, le gouvernement a présenté le compromis trouvé. Ces entreprises (approximativement 120 selon les critères définis, employant 50 000 personnes), recevront une compensation fixée à 40 M EUR en 2022. Le secrétaire d'Etat au ministère de l'Economie, M. Peter Svec a précisé chercher des solutions complémentaires afin de protéger l'industrie et l'emploi.

En ce qui concerne les ménages, le ministre du Travail, des Affaires sociales et de la Famille a déclaré le 2 novembre que le gouvernement présenterait des mesures début décembre. Le gouvernement traitera d'une manière spécifique le prix de la chaleur, le prix du gaz et le prix de l'électricité.

La Lettonie soutiendra ses entreprises énérgo-intensives

Le 18 octobre, le gouvernement a approuvé l'allocation de 50 M EUR pour soutenir les entreprises manufacturières à forte intensité énergétique. Ces fonds seront alloués aux fabricants touchés par les conséquences de l'invasion de l'Ukraine par la Russie pour faire face à l'augmentation des prix de l'énergie entre février et décembre 2022. Les entreprises devront déposer une demande d'aide auprès du Bureau de contrôle de la construction. 400 entreprises pourraient être soutenues, pour un montant moyen de 125 000 EUR.

La Pologne plafonne les prix de l'électricité pour ses ménages, services publics, PME et collectivités locales

Mi-octobre, le président a signé la loi sur le plafonnement des prix et coûts de réseaux de l'électricité en 2023 dans la limite de 2MWh/an de consommation par foyer (2,6 MWh pour les ménages avec handicapés, 3MWh pour les familles nombreuses et les agriculteurs qui entrera en vigueur en janvier 2023. Fin octobre, le président a signé la loi sur un deuxième plafonnement des prix de l'électricité pour les ménages (pour la consommation au-delà des seuils ci-dessus) à 693 PLN/MWh (144€) et pour les institutions d'utilité publique, les PME et les collectivités locales (entre le 01/12/2022 et le 31/12/2023) à 785 PLN/MWh (163€). Une réduction de 10 % sur la facture énergétique (réglée en 2024 ou 2025) pour les PME qui réduiront leur consommation d'énergie de 10 % entre le 1/12/2022 et le 31/12/2023 (par rapport à la même période de l'année précédente) est prévue. Le coût de la loi est estimé à 19 Mds PLN (4 Mds€). La loi prévoit un mécanisme de limitation des revenus des producteurs et commercialisateurs d'électricité. Également fin octobre, le président a signé la loi sur la distribution du charbon par les municipalités. Les municipalités pourront acheter à 1 500 PLN/t et revendre à 2 000 PLN/t au maximum.

Des baisses visibles de la consommation, face aux pics de prix

Selon la société publique slovaque OKTE (opérateur sur le marché d'électricité à court terme), **les prix de l'électricité conduisent à la baisse de la consommation.** En septembre, en glissement annuel, **la consommation s'est contractée de 18 % pour les entreprises slovaques.** Cette baisse résulte de la fermeture et/ou de la réduction de production de certaines entreprises dont principalement l'arrêt de production de Slovalco (aluminium, consommation de 10 % de l'électricité en Slovaquie). S'agissant des ménages, la consommation a reculé de 6 % en glissement annuel. Cette baisse est à relativiser car l'année dernière la consommation des ménages était à la hausse à cause du confinement.

En **Hongrie**, la consommation d'électricité a décliné de 2% en g.a. en septembre. Entre janvier et avril, elle ne cessait de progresser, avant de se stabiliser en mai, puis de décliner entre juin et septembre. **La consommation de ce mois de septembre est la plus faible depuis septembre 2013.** Sur la période de janvier à septembre 2022, la consommation a diminué de 0,7 % par rapport à la même période en 2021. De la même façon, **la consommation de gaz** a diminué de 22% en g.a. en août, pour atteindre 3,6 TWh. La consommation de pointe en journée en août s'élevait à 141 GWh, **la valeur la plus faible depuis 2014.**

La consommation de gaz en Tchéquie a diminué de près de 28% en octobre par rapport à la moyenne des trois dernières années, soit l'équivalent de près de 200 M m³ de gaz, **résultat à la fois de conditions météorologiques favorables et de la réduction de la consommation des ménages et des entreprises.** Par ailleurs, au 26 octobre, les réserves de gaz stockées s'établissaient à 95%, soit plus de 3,2 Mds m³ selon le ministre des Finances.

En **Slovaquie**, La hausse des prix des combustibles **force la population à baisser sa consommation de carburants.** En effet, en juin, les prix ont dépassé les valeurs historiques publiées depuis 2006 par l'Office des statistiques. En octobre, les prix ont commencé à retrouver les valorisations de l'été. En juin, l'essence 95 a coûté 1,907 € / l (TTC), en hausse de 55 centimes en g.a. Le diesel a atteint ses valeurs historiques en juillet où il a coûté 1,882 EUR / l. En ce qui concerne la consommation, celle de l'essence a commencé de baisser en mai (-1%) et la baisse a continué également en juin (-2%) et juillet (-5%) après une période de hausses successives de consommation à deux chiffres au premier trimestre. La consommation de diesel a baissé pour l'instant uniquement en juillet (-4%).

La République tchèque poursuit le déploiement d'un programme de soutien face aux prix de l'énergie

Le ministère de l'Industrie a lancé un **programme d'aides aux ETI et aux grandes entreprises**, afin de compenser une partie de leurs surcoûts énergétiques survenus entre février et octobre 2022, si ces surcoûts sont plus de deux fois supérieurs aux coûts constatés en 2021. Fondé juridiquement sur l'encadrement temporaire de crise pour les aides d'Etat décidé par l'UE, l'enveloppe budgétaire globale prévue pour ce programme d'aide s'élève à environ 1,2 Md € (30 Md CZK). *Pour plus d'informations, merci de contacter le [Service économique de Prague](#).*

Le gouvernement a par ailleurs **étendu le plafonnement des prix de l'énergie à l'ensemble des PME**, quelle que soit leur consommation. Auparavant, seules celles dont la consommation de gaz était inférieure à 4 200 MWh ou/et celles raccordées au réseau basse-tension (220V) étaient éligibles. Pour rappel, les prix plafond prévus (équivalents à 0,24€/kWh TTC pour l'électricité et 0,12€/kWh TTC pour le gaz) s'appliqueront à 80% de la consommation de gaz et d'électricité mensuelle moyenne la plus élevée des cinq dernières années.

Enfin, en raison du coût élevé de l'énergie et du démarrage de la saison de chauffage, le conseil des ministres a adopté une hausse, à partir du 1^{er} novembre, des allocations compensatoires accordées aux auberges, pensions et hôtels qui accueillent des réfugiés ukrainiens. Pour les hébergements régionaux et municipaux, la compensation sera de 300 CZK (12 EUR), soit une hausse de 4 EUR, par personne et par nuit ; pour les autres opérateurs, elle sera de 350 CZK (14,3 EUR).

La Hongrie déploie des mesures de soutien pour ses PME

Le Ministre du Développement économique a mis en garde contre la perte de compétitivité des entreprises européennes en raison de la hausse des prix de l'énergie. Alors que les factures d'énergie des entreprises ne représentaient que 1,5% de leurs ventes en 2021, ce ratio pourrait

atteindre 11 % en 2022, et dépasser la part de la masse salariale. Par conséquent, le gouvernement a approuvé une allocation d'environ 200 Mds HUF (484,7 M EUR) pour aider les PME des segments manufacturiers à forte intensité énergétique à gérer des coûts plus élevés. Ce montant sera réparti à parts égales entre 2022 et 2023. En 2022, 75 Mds HUF (181,8 M EUR) serviront à compenser la hausse des prix de l'énergie et 25 Mds HUF (60,6 M EUR) soutiendront les investissements qui améliorent l'efficacité énergétique. Le soutien sera plafonné à 15 % de la valeur totale. Pour être éligibles, les entreprises doivent remplir un de ces critères : moins de 250 employés, un chiffre d'affaires net annuel inférieur à 50 M HUF (121 000 EUR) ou un total de bilan inférieur à 43 M HUF (104 000 EUR).

Poursuite du renforcement du réseau électrique balte

Le 5 octobre, l'opérateur du système de transmission letton « Augstsprieguma Tikls » a signé un contrat de 114 M EUR avec EM&SE Syncons pour l'installation d'ici 2025 de trois stations de condenseurs pour se synchroniser avec le réseau électrique européen. Ces dispositifs fourniront l'inertie nécessaire au système en cas de panne d'une grande source de production ou d'une interconnexion et seront donc essentiels pour l'indépendance énergétique des états baltes et pour la sécurité de leur réseau.

Les exportations de Russie augmentent en Slovaquie (en montant)

La part de la Russie dans les importations slovaques est passée de 5,4 % au premier semestre 2021 à 8,6 % au premier semestre 2022. Ainsi, la Russie est devenue le troisième fournisseur du pays. Cette hausse résulte des prix des matières premières, la Russie étant le principal fournisseur du gaz et du pétrole. Quant au gaz, au S1 2022, la Slovaquie en a importé pour 2,8 Md € (+189 %) en provenance de Russie, soit 99,2% de toutes les importations de gaz. En ce qui concerne le pétrole, les importations se sont établies à 1,4 Md € (+54 %). C'est également la part de ces deux produits dans les importations en provenance de la Russie qui a augmenté. Elle était de 81,7 % au premier semestre 2021 (41,4 % pour le gaz et 40,3 % pour le pétrole) et de 92,6 % au premier semestre 2022 (60,9 % pour le gaz et 31,7 % pour le pétrole).

La société semi-publique chargée du transit du gaz russe à travers le territoire slovaque, Eustream, note un impact important sur son activité pendant l'année comptable août 2021 – juillet 2022. Eustream, contrôlée par le groupe tchèque EPH, a vu la diminution de son profit de 4,3 % pour s'établir à 264,76 M EUR. Pendant cette période, Eustream a transporté 35,6 Md m³, en baisse de 26 % en glissement annuel. Pour mémoire, ce volume était encore de 66 Md m³ pendant la période 2018/2019, la capacité du gazoduc étant de 90 Md m³/an.

La Slovaquie alimente désormais la Moldavie en gaz

Pour la première fois, la Slovaquie fournit du gaz à la Moldavie. En effet, suite à la baisse considérable des livraisons russes, la Moldavie profite du flux inversé à partir de la Slovaquie. Le 3 novembre, le vice-Premier ministre Andrei Spinu a confirmé que la société moldave Energomcom a commandé 5 M m³.

L'Estonie n'accueillera pas de terminal GNL et intensifie les sanctions

Après négociations, il a été décidé bilatéralement que le méthanier n'irait pas au terminal GNL de Paldiski mais à celui d'Inkoo, en Finlande. Cette décision a provoqué la polémique au Parlement, ainsi que la fureur des acteurs privés impliqués dans le terminal de Paldiski. La

Ministre Sikkut a expliqué cette décision par la fragilité du réseau électrique et gazier finlandais, alors que l'Estonie peut s'appuyer sur les interconnexions avec la Lettonie et la Lituanie. Le gouvernement estonien a proposé de racheter le terminal GNL de Paldiski aux acteurs privés (Alexela et Infortar), tout en évoquant la possibilité d'avoir un second méthanier à compter de l'hiver 2023.

L'Estonie souhaite accélérer le calendrier des sanctions européennes contre la Russie et faire entrer en vigueur celles concernant les produits pétroliers dès début décembre. La résolution doit être votée prochainement au Parlement estonien, et le Ministre des Affaires Etrangères souhaite que cette initiative soit suivie au niveau européen. Pour l'instant, les produits minéraux bruts et le pétrole issu de roches bitumineuses peuvent être importés respectivement jusqu'au 5 décembre et au 5 février.

Une consultation nationale sur l'énergie pour requestionner le bien fondé des mesures et sanctions européennes, en Hongrie

Le gouvernement a lancé une consultation nationale pour connaître l'avis de la population sur les sanctions. Pour l'énergie, il est demandé s'ils sont d'accord avec « *les sanctions pétrolières imposées par Bruxelles, avec celles sur les livraisons de gaz et avec la sanction imposée aux matières premières ou encore avec celles sur les barres de combustible nucléaire. Par ailleurs, sur l'agrandissement de la centrale nucléaire de Paks, êtes-vous d'accord pour que les mesures liées aux sanctions soient également étendues au projet d'investissement Paks ? Enfin, comme les sanctions augmenteront les prix des denrées alimentaires et pourraient entraîner une nouvelle vague d'immigration, êtes-vous d'accord avec les sanctions qui pourraient provoquer une hausse des prix des denrées alimentaires ?* ».

Dans le prolongement de la consultation, des affiches présentant les sanctions comme des bombes ont fleuri dans le pays, accompagnés de messages tels que « *Les sanctions de Bruxelles nous ruinent* ».

Ces affiches ont fait l'objet de vives critiques de la part de l'opposition. La porte-parole de la Commission européenne, Dana Spinant, a commenté : « *il n'est pas juste de dépeindre les sanctions contre la Russie comme des bombes car le but des sanctions est précisément d'empêcher la Russie de bombarder l'Ukraine* », et a rappelé que le gouvernement hongrois participait à toutes les décisions liées aux sanctions européennes.

Pourtant, la Hongrie est satisfaite d'avoir obtenu l'exemption du plafonnement des prix de pétrole brut livré aux pays de l'Union européenne par pipeline lors du sommet européen fin septembre à Prague. La Hongrie bénéficie également de la mise à l'écart du nucléaire des sanctions qui visent la Russie, lesquelles mettraient en danger son projet de Paks II, conduit avec Rosatom.

Par ailleurs, les autorités hongroises sont satisfaites du sommet européen tenu à Bruxelles du 20 au 22 octobre. La Hongrie s'est opposée à la mise en place d'un programme obligatoire unifié d'achat de gaz, sur tout ou partie des approvisionnements. La Hongrie ne participerait donc pas a priori à un achat groupé de gaz. En outre, d'après le Premier ministre, le plafonnement du prix du gaz acheté en Europe serait revenu à un embargo sur le gaz russe, ce à quoi la Hongrie s'oppose catégoriquement. L'issue des négociations prévoit que si un plafonnement du prix du gaz importé était appliqué, il ne concernerait pas les accords antérieurs signés à long terme, et donc ne concernerait pas la Hongrie. Pour mémoire, La Hongrie a signé un accord pour 15 ans avec Gazprom en septembre 2021.

Les négociations avec Bruxelles restent un sujet particulièrement sensible pour la Hongrie. Un diplomate de haut rang en poste à la Représentation Permanente hongroise à Bruxelles, en

charge notamment des sujets énergétiques, a été démis de ses fonctions et licencié de son statut de fonctionnaire pendant le sommet européen à Bruxelles. Gábor Baranyai va contester ce licenciement devant la justice. Il sera remplacé par Katalin Molnár. Pour mémoire, en septembre, le chef de la RP, Tibor Stelbaczky, avait soudainement démissionné de son poste.

La Hongrie renforce sa coopération énergétique avec les Balkans en vue de sa sortie du gaz russe à long terme

Selon le plan hongrois pour réduire la dépendance à la Russie, la consommation de gaz devrait passer de 11,1 Mds m³ en 2021 à 10,2 Mds en 2025, 9,2 Mds en 2030 et 3 Mds en 2050. Dans cette perspective, l'électrification sera intensifiée, et la durée de vie des centrales nucléaires de Paks, et celle au lignite Mátrai Erőmű seront allongées, la délivrance des licences d'exploitation de panneaux solaires accélérée, et les règles dissuasives sur l'éolien assouplies. Le chauffage urbain par le gaz serait remplacé par la géothermie et la biomasse.

Cependant, afin de répondre à ses besoins énergétiques à court terme, de nouveaux projets énergétiques sont portés par la Hongrie.

La Hongrie et la Serbie coopèrent à la réalisation d'un oléoduc le long de leur frontière, afin que la Serbie soit également approvisionnée en pétrole russe via l'oléoduc Druzhba (Amitié). La Serbie bénéficierait ainsi, tout comme la Hongrie, du pétrole brut ouralien, moins cher que le Brent. Cela fait suite aux annonces de la Croatie de ne plus livrer la Serbie via les ports de l'Adriatique en vertu des sanctions européennes. Le nouvel oléoduc de 128 kilomètres devrait coûter 100 M EUR, et serait achevé d'ici deux ans. Il devrait circuler entre Novi Sad dans le nord de la Serbie et Algyó dans le sud de la Hongrie.

Viktor Orbán a également initié une coopération énergétique avec la Géorgie lors d'une visite du Premier ministre géorgien en Hongrie. La Hongrie pourrait ainsi bénéficier de la livraison d'électricité depuis l'Azerbaïdjan via la Géorgie et la Roumanie, afin de limiter les importations de gaz nécessaire à la production d'électricité. La Hongrie soutient l'obtention du statut de candidat à l'UE pour la Géorgie.

En outre, **la Hongrie est attentive à la sûreté du gazoduc Turkstream**, par lequel elle reçoit désormais la majorité de son gaz russe. Des contacts existent en particulier avec les Pays-Bas afin d'obtenir un permis d'exploitation pour une société néerlandaise qui assure la maintenance de Turkstream. Le PDG de Gazprom s'est engagé de son côté à maintenir l'exploitation de ce gazoduc, essentiel pour l'approvisionnement des pays d'Europe centrale et en particulier sur le long-terme pour la Hongrie. Cette dernière a obtenu un délai de paiement de trois ans auprès de Gazprom pour les factures de gaz qui arrivent à échéance dans les six prochains mois. Selon la presse économique, la facilité de paiement porterait sur 1,9 Mds EUR et permettrait de payer 20 % de ce montant en 2022, puis 40 % en 2023 et autant en 2024, avec un taux d'intérêt d'environ 3,5 % (référence des OAT hongroises à 3 ans).

Collectivités hongroises et services publics face à la crise énergétique

17 maires de villes d'opposition (dont celui de Budapest) ont signé une lettre ouverte dans laquelle ils demandent au Premier ministre la tenue d'un sommet national sur l'énergie pour **éviter la fermeture des services publics essentiels**. Ils demandent à bénéficier de l'électricité produite par la centrale nucléaire de Paks à un prix raisonnable, car les municipalités achètent l'électricité à 400 HUF (97 cts EUR) le kWh pour un coût de production de 12 HUF (2,9 cts EUR).

Le maire de Debrecen a quant à lui annoncé **un plan massif de réduction de la consommation d'énergie**, afin d'économiser 2 Mds HUF (4,9 M EUR). Pour plus d'informations, contacter [le](#)

service économique de Budapest. Le fonctionnement des crèches et des hôpitaux sera habituel, mais certaines piscines vont fermer. Les autres mesures incluent la limitation du chauffage des salles de sport, l'absence de représentations culturelles municipales de janvier à avril 2023, et l'ouverture limitée des musées.

L'opérateur des bains de Budapest (Budapest Gyógyfürdoi - BGYH) ne fermera pas les thermes cet hiver en raison de la hausse des coûts de l'énergie, mais pourrait être amené à **réduire les horaires d'ouverture et à limiter certains services**. L'entreprise anticipait une facture d'énergie de 1,6 Mds HUF pour 2022 (4 M EUR). Ce montant devrait atteindre 4,8 Mds HUF (11,8 M EUR), et aurait atteint 6 Mds HUF (14,8 M EUR) sans économies d'énergie. Les bains sont fréquentés à 80-85 % des niveaux de 2019.

La ville de Budapest fournira quant à elle **une aide** de 200 000 HUF (485 EUR) **aux employés municipaux** afin de les aider à régler leurs factures d'énergie. 26 000 employés sont concernés (hors cadres), pour un coût de 5,5 Mds HUF (13,3 M EUR), cf. la section infrastructures urbaines.

L'Estonie assouplit les contraintes pour le chauffage au bois

Le Ministre de l'Environnement estonien, Madis Kallas, a annoncé un assouplissement des règles pour l'utilisation de déchets de bois comme matériau de chauffage. Jusqu'à présent, le recyclage de bois était très réglementé : il ne devait pas contenir de polluants. Le ministre a déclaré qu'il était important sur le long terme de trouver d'autres perspectives pour le recyclage des déchets de bois mais d'ici là, les recycler en bois de chauffage était un moindre mal.

Autres secteurs

Le secteur de la construction et de l'immobilier est impacté par la crise. En **Lettonie** en septembre 2022, les coûts de construction ont augmenté de 20% en glissement annuel, principalement dû à la hausse des prix des matériaux et du coût d'entretien et fonctionnement des équipements. En **Hongrie**, la réduction des subventions énergétiques depuis août pour les gros consommateurs résidentiels a eu un impact sur le marché immobilier. Le nombre de maisons individuelles en vente a atteint son plus haut niveau depuis 2015, et les demandes d'informations pour ce type de bien ont chuté de 10 % en un an. En revanche, le nombre d'appartements proposés à la vente a augmenté de 4 % entre août et septembre 2022.

Autres faits saillants

Pologne

Energie

- électricité /chaleur

Les compensations pour les entreprises à forte consommation d'énergie pour 2021 ont été accordées. Il s'agit du remboursement d'une partie des coûts liés aux émissions de CO₂. Les fonds proviendront du Fonds de compensation des coûts indirects des émissions alimenté par la vente de quotas d'émission de CO₂. Dans le cadre du premier cycle, 92 entreprises recevront un total de 170 M EUR, soit 42 M EUR de moins que prévu. Le programme a été approuvé par la Commission européenne le 17 octobre, celui-ci permettant de lutter contre la délocalisation de la production à forte intensité énergétique vers des pays aux objectifs climatiques moins ambitieux, où l'électricité est moins chère. La non-utilisation de la totalité des fonds disponibles peut être due aux exigences imposées aux entreprises, notamment l'engagement de maintenir la production dans la même installation pendant deux ans et l'investissement dans l'amélioration de l'efficacité énergétique ou des réductions d'émissions représentant au moins 50 % de la compensation allouée.

- gaz et pétrole

Le 10 octobre, les actionnaires de la société PGNiG ont approuvé la fusion avec PKN Orlen. Début novembre, le tribunal de district de Łódź a enregistré la fusion d'Orlen et de PGNiG. Ainsi, officiellement, la fusion est terminée, mais les processus de consolidation peuvent prendre encore un an.

Début novembre, Daniel Obajtek a annoncé qu'en 2023, la part du pétrole non russe traité par Orlen passerait à au moins 80 %, contre environ 70 % aujourd'hui. Il a ajouté que le groupe était prêt à cesser complètement d'acheter cette matière première à l'Est, mais que cela dépendrait de la mise en place d'un embargo sur les livraisons de pétrole de la Russie par voie terrestre par l'UE ou les gouvernements polonais et allemand.

- hydrogène

Le Ministère du Climat et de l'Environnement a préparé un projet d'amendement de la loi énergétique et plusieurs autres lois visant à créer un cadre réglementaire pour le marché polonais de l'hydrogène. Le projet est un élément du Plan National de Relance (réforme : « L'amélioration des conditions pour le développement des technologies de l'hydrogène et des autres gaz décarbonés ») et s'inscrit dans la réalisation de la Stratégie Polonaise de l'Hydrogène à l'horizon 2030. Le projet a été soumis à la consultation publique.

Le 25 octobre PKN Orlen et le Fonds National de la Protection de l'Environnement et de la Gestion de l'Eau ont signé un contrat pour la mise en place des 3 stations publiquement accessibles de ravitaillement en hydrogène en Wałbrzych, Poznań et Katowice. Le projet s'inscrit dans la stratégie du développement de l'hydrogène de PKN Orlen qui à cette fin investira environ 7,4 Md PLN (1,6 Md€).

- nucléaire

Fin octobre, les sociétés ZE PAK, PGE et KHNP ont signé une lettre d'intention sur le développement d'un plan de construction d'une centrale nucléaire à Pątnów basé sur la technologie coréenne. Un accord de coopération et de soutien au projet de construction d'une centrale nucléaire à Pątnów utilisant la technologie coréenne a également été signé par les

représentants du ministère des actifs publics et du ministère du commerce, de l'industrie et de l'énergie de Corée du Sud.

Fin octobre, le Premier ministre a annoncé que la société américaine Westinghouse construira la première centrale nucléaire de Pologne.

Environnement

- qualité de l'air

Paweł Mirowski, vice-président du Fonds National de la Protection de l'Environnement et de la Gestion de l'Eau et plénipotentiaire en charge du Programme 'Air Pur' et de l'efficacité énergétique des bâtiments, a annoncé qu'à la mi-décembre 2022 le Programme sera élargi d'un volet spécial offrant des subventions considérables allant jusqu'à plus de 100 000 PLN (21 230 €) pour la modernisation thermique des bâtiments. L'audit énergétique du bâtiment sera obligatoire avant l'octroi d'une subvention.

L'association Alerte Anti-Pollution Polonaise (en polonais *Polski Alarm Smogowy*) a publié son rapport sur les villes les plus polluées en Pologne en 2021. À la première place de ce classement se situe Nowa Ruda (Basse Silésie), suivie par Nowy Targ (Petite Pologne) et Sucha Beskidzka (Petite-Pologne). Parmi les villes les plus polluées se trouvent aussi les trois villes thermales : Rabka Zdrój (Petite Pologne), Szczawno-Zdrój (Basse Silésie) et Goczałkowice-Zdrój (Silésie).

- ENR

PKN Orlen construira un port d'installation à Świnoujście qui devrait être prêt au second semestre 2025. La société Vestas, fournisseur d'éoliennes, installera une usine de composants de turbines à Szczecin dont la mise en exploitation est prévue en 2024

Le 21 octobre, président de la société PGE Wojciech Dąbrowski, vice-président de la société PGE Baltica et le maire d'Ustka ont signé une lettre d'intention sur la possibilité de construire dans le port maritime d'Ustka, une installation de service pour les parcs éoliens offshore.

Infrastructures de transport

Le 22 octobre, CPK a annoncé le choix du consortium britannique Foster + Partners et Buro Happold Limited pour la mission d'architecte en chef de l'aéroport CPK. Par ailleurs, le 25 octobre, CPK a attribué la mission d'ingénieur en chef du projet à Dar Al-Handasah Consultants. Ce même mois, l'étude d'impact environnemental pour le projet CPK a été transmise à l'autorité compétente.

Transports

- ferroviaire

Quatre entreprises : FPS H. Cegielski (Pologne), Newag (Pologne), Pesa (Pologne) et Stadler (Suisse) ont soumissionné à l'appel d'offres pour la fourniture des 200 rames électriques pour l'opérateur ferroviaire régional Polregio. Toutes dépassent largement le budget de celui-ci qui s'élève à 6 Md PLN (1,27 Md€). L'achat serait cofinancé avec les fonds du Plan de Relance, du Programme des Fonds Européens pour l'Infrastructure, le Climat et l'Environnement 2021-2027 (*FEnIKS*) et des fonds régionaux.

D'ici la fin 2022 l'opérateur ferroviaire de passagers PKP Intercity envisage de lancer un appel d'offres pour la fourniture des 300 nouvelles rames avec en option 150 rames supplémentaires. La stratégie actuelle de PKP Intercity prévoit que tout son matériel roulant sera renouvelé ou modernisé d'ici 2030. Le budget de la stratégie s'élève à 24,5 Md PLN (5,2 Md€).

- maritime

Chaque semaine depuis les ports polonais part vers l'intérieur du pays 0,5 Mt de charbon exporté de 17 pays. Il est transporté principalement par camions et 170 trains. 350 camions et entre 16 et 20 rames avec du charbon quittent chaque jour le port de Gdańsk. Entre janvier et octobre 2022, 8 Mt de charbon ont été transbordés dans ce port (auparavant, les transbordements du charbon s'élevaient en moyenne à environ 4,8 Mt/an). Au cours des trois premiers trimestres de l'année, les transbordements du charbon dans les ports Szczecin-Świnoujście ont augmenté de 22%, du GNL : de 41,5% et des carburants de 31,5%. Au total, entre janvier et septembre 2022 dans les ports polonais les transbordements s'élevaient à 83,7 Mt, ce qui représente une hausse de 18,5% en glissement annuel.

Bâtiment / Logement

La hausse drastique des taux d'intérêt a porté un coup très dur au marché de la promotion immobilière. Les effets déjà observés sont une baisse des ventes de logements et du nombre de nouveaux investissements. Selon les données GUS (l'Office central des statistiques), en août, les promoteurs ont commencé 63 % de constructions de moins qu'un an auparavant. Les Polonais, pour leurs propres besoins, construisent également moins. En août, ils ont commencé la construction de 7472 maisons, contre 9663 en août de l'année précédente. Le ralentissement du marché du logement nuit déjà au secteur de la construction, qui a de moins en moins de clients. Selon les estimations préliminaires de l'Association polonaise des promoteurs immobiliers (PND), 5 % des travailleurs de la construction perdront leur emploi en raison de l'effondrement de la production de logements.

Fonds Européens

Le 5 octobre la Commission Européenne a validé le programme 'Fonds Européens pour l'Infrastructure, le Climat et l'Environnement 2021-27 (FEnIKS) pour la Pologne. C'est l'un des plus grands programmes européens qui constitue la continuation du Programme Opérationnel Infrastructures et Environnement et dont l'enveloppe s'élève à presque 29,3 Md€. En annonçant la validation du programme, Elisa Ferreira, commissaire à la cohésion et aux réformes, a informé que le décaissement des fonds dans le cadre de ce programme est subordonné à l'exécution de certaines conditions par la Pologne, notamment à l'application de la charte des droits fondamentaux de l'Union Européenne.

Hongrie

Démissions

Le Ministre des Technologies et de l'Industrie, László Palkovics, a remis sa démission le 9 novembre, et celle-ci a été immédiatement acceptée par le Premier ministre.

Energie

Le Ministre des Technologies et de l'Industrie, László Palkovics, a rencontré la Commissaire européenne à la concurrence, Margrethe Vestager à Bruxelles. A l'issue de l'entretien, il a déclaré qu'il n'y avait pas de questions non résolues sur l'énergie entre Bruxelles et Budapest. Il a affirmé que la Hongrie s'était conformée à toutes les exigences européennes en matière de renouvelable sur le solaire en particulier, et pouvait prétendre aux ressources européennes à ce titre. Par ailleurs, il a déclaré que le mandat européen en vue des négociations de la COP 27 en Egypte était conforme aux intérêts hongrois. László Palkovics a cependant remis sa démission le 9 novembre, et celle-ci a été immédiatement acceptée par le Premier ministre.

- *électricité*

Le gouvernement prévoit de dépenser 103 Mds HUF (253,1 M EUR) pour développer le réseau électrique du pays. 50 % de ce montant devrait être financé par l'Etat via les entreprises du secteur (gestionnaire du réseau MAVIR, distributeurs etc.) Dans l'attente de la validation du PNRR hongrois, le gouvernement va préfinancer le programme. MVM, MVM Démász et MVM Émász, recevront un soutien gouvernemental combiné de 35 Mds HUF (86 M EUR) pour augmenter la capacité des énergies renouvelables dans le réseau électrique d'environ 700 MW.

Le groupe électrique MVM a conclu un accord de financement général à moyen terme à hauteur de 250 M EUR avec ICBC Austria, filiale de la banque chinoise ICBC. L'accord vise à accroître les ressources nécessaires à la sécurité de l'approvisionnement énergétique de la Hongrie.

- *gaz*

Les réserves de gaz atteignaient 78,02 % des capacités au 15 octobre (4,938 Mds m³ – 124,6 % de la consommation annuelle des ménages – 49,41% de la consommation annuelle totale). La Hongrie a validé avant le 1^{er} novembre l'obligation européenne de stocker 35 % de la consommation annuelle totale prise sur 5 ans (3,65 Mds m³).

Le journal d'opposition Napi avance que la compagnie gazière d'Etat MVM Next favoriserait les collectivités locales dirigées par la majorité, au détriment de celles dirigées par l'opposition. Le marché public remporté en octobre par MVM Next pour la fourniture de gaz à Debrecen prévoit un prix de 798 HUF (1,93 EUR) /m³, proche des prix appliqués au secteur résidentiel (747 HUF). En revanche, l'entreprise a proposé un prix de 1801 HUF (4,35 EUR) à Szentendre (opposition), contre un précédent contrat de 103 HUF (25 cts EUR).

Consommation gaz

Des milliers de clients non résidentiels ont perdu leur fournisseur de gaz ces derniers mois, en raison des faillites dans le secteur. Le gouvernement a ordonné aux fournisseurs d'urgence de leur fournir temporairement du gaz. Les entités concernées avaient jusqu'au 18 octobre pour accepter ou décliner.

- *énergies fossiles*

Le gouvernement hongrois n'a pas soutenu les plans de la Commission européenne dans le cadre de l'initiative RePowerEU qui offrait une aide financière aux États membres pour réduire leur dépendance aux combustibles fossiles russes. La Hongrie a en revanche soutenu une proposition tchèque connexe, qui prend en compte la grande dépendance des États d'Europe centrale vis-à-vis de la Russie.

La Hongrie a accepté de nouvelles sanctions contre la Russie en matière de pétrole. Selon l'accord trouvé, il sera mis en œuvre à partir de décembre l'interdiction d'importation de pétrole brut russe dans certains cas, ainsi qu'un plafonnement du prix des importations [NDR: la Hongrie n'est pas concernée par ces mesures, puisqu'elle a obtenu une exemption pour les livraisons par oléoduc]. Le ministre des affaires étrangères a déclaré que l'accord ne comprend aucune mesure qui aurait nui à la Hongrie puisque le plafond du prix du pétrole ne s'applique pas au transport du pétrole par oléoduc.

La raffinerie OMV de Schwechat en Autriche refonctionne à pleine capacité depuis mi-octobre, ce qui permettra de relâcher les tensions sur l'offre d'essence en Hongrie. Schwechat était en travaux de maintenance depuis juin suite à des dysfonctionnements techniques. L'Association hongroise de stockage des hydrocarbures (MSZKSZ) a toutefois publié un appel d'offres pour la fourniture de 48 M de litres de diesel pour remplir les réserves stratégiques, affectées par la panne de Schwechat. 184 M de litres de diesel avaient été libérés en août (soit 38 % des réserves

de diesel et 24% des réserves de brut). 50 M de litres doivent être achetés d'ici la fin de l'année, et le solde le sera l'année prochaine. L'ensemble des réserves devra être reconstitué d'ici le 1^{er} avril 2023.

Une pénurie de diesel pourrait néanmoins intervenir prochainement en Hongrie car de nombreuses entreprises remplacent le gaz naturel par le diesel, et que les stocks de diesel sont déjà bas.

L'écart entre le prix de vente plafonné à 480 HUF (1,18 EUR) de l'essence et du diesel, et le prix de vente appliqué aux entreprises et aux détenteurs de véhicules immatriculés à l'étranger, a atteint un pic en octobre : prix de marché du diesel = 851 HUF (2,09 EUR), contre 699 HUF (1,72 EUR) pour l'essence.

Le directeur stratégique du groupe MOL György Bacsa a été nommé à la tête de MOL Hongrie, en remplacement de Péter Ratatics qui est devenu le Président de la filiale croate de MOL, INA. En plus de ses fonctions, M. Bacsa restera directeur de la stratégie du groupe.

La Cour suprême suisse a rejeté la demande de la Croatie d'annuler la décision de la Commission des Nations unies pour le droit commercial international (CNUDCI) basée à Genève selon laquelle l'acquisition par MOL d'une participation majoritaire dans la société énergétique INA était légitime. Le gouvernement croate s'est tourné vers la CNUDCI en 2014, au motif que MOL aurait obtenu le contrôle d'INA par des moyens corrompus. La Cour suprême suisse réfute le moyen selon lequel l'arrêt de la Cour suprême de la République de Croatie de 2021 [NDR : qui a condamné le PDG de MOL et l'ancien Premier ministre croate] soit une preuve suffisante pour que le tribunal arbitral établisse que les accords entre MOL et l'État croate fussent par nature corrompus.

Par ailleurs, le procureur croate chargé de l'affaire de corruption au sein d'INA arrêté deux suspects complémentaires. Dans cette affaire, le préjudice estimé pour INA pourrait s'élever à 135 M EUR.

- nucléaire

Quelques jours après s'être rendu à Moscou pour une conférence sur l'énergie, le ministre des affaires étrangères a assisté à une conférence de l'AIE à Washington. Il y a souligné le caractère international du projet de Paks II, qui fait certes appel à un entrepreneur principal Russe, Rosatom, mais aussi au Français Framatome, à l'Allemand Siemens, et à l'Américain General Electric, et ce pour des installations critiques. M. Szijjarto a aussi rencontré des hauts cadres de GE aux Etats-Unis, et s'entretiendra prochainement avec Siemens et Framatome, dont il a récemment rencontré le PDG, Bernard Fontana.

Rosatom a commencé à construire en Russie les cuves pour les réacteurs nucléaires de Paks II suite à la délivrance du permis d'extension de Paks II par l'OAH en août dernier. Les cuves pèsent plus de 330 t et mesurent 11 m de haut.

La filiale hongroise du groupe russe Rosatom, AtomStroyExport, a fermé son bureau en Hongrie où ce dernier était présent depuis 2001. D'après un communiqué du groupe russe, cela n'affectera pas la construction prévue de deux nouveaux réacteurs nucléaires russes en Hongrie.

La Hongrie et l'Ouzbékistan vont lancer un programme nucléaire global, dont un volet technologique important pourrait conduire à l'utilisation d'un système de refroidissement hongrois. Des programmes de R&D sur les barres de combustibles et le chauffage seront également lancés. La Hongrie va offrir un programme de bourses à 170 étudiants ouzbeks pour faciliter leurs études en Hongrie.

- ENR

Le gouvernement va suspendre la prochaine phase des subventions pour les panneaux solaires domestiques après la fin de l'appel d'offres en cours, et ce tant qu'un accord sur le PNRR hongrois n'est pas trouvé avec l'UE. A ce jour, 43 000 dossiers ont été déposés dans la phase actuelle et 90 Mds HUF (220 M EUR) de subventions ont été accordées, mais pas payées, faute de financement européen.

L'association solaire MNNSZ regrette la décision du gouvernement de suspendre la connexion des nouveaux panneaux solaires au réseau électrique, en raison d'un manque de capacité du réseau. La MNNSZ avance que les investissements solaires des particuliers deviendraient inutiles si l'électricité produite ne peut être injectée dans le réseau, ce qui mettrait en danger la filière. L'énergie produite par les particuliers doit être utilisée immédiatement, et ne peut être stockée que 24 heures, moyennant des investissements supplémentaires conséquents.

Zöld Generáció va lancer la construction d'un parc solaire de 24 MW pour 9,5 Mds HUF (23,2 M EUR) à Szeged. Le parc devrait entrer en exploitation commerciale à l'été 2023.

Greenenergy a inauguré un champ solaire proche de Paks (sud du pays), capable d'alimenter 5 500 foyers en électricité et de générer 17 GWh d'électricité. Le coût du projet est de 10 M EUR.

- électromobilité

Le groupe sud-coréen W-Scope a inauguré sa nouvelle usine de séparation de batterie électrique à Nyíregyháza, construite pour 300 Mds HUF (732,3 M EUR). Elle produira annuellement 1,2 Mds de m² de films séparateurs pour batteries de voitures électriques. Ce premier projet en Europe pour le groupe coréen, créera 1 200 emplois. Il s'agit du troisième plus gros investissement de l'année en Hongrie.

Environnement

Le gouvernement prévoit de dépenser 71 Mds HUF (173,5 M EUR) entre 2021 et 2027 pour le développement d'infrastructures vertes dans les petites agglomérations. Ces investissements permettront à ces localités de mieux faire face au changement climatique.

L'association de chasseurs Tradicionális a obtenu un permis environnemental pour bloquer l'accès à une forêt de 700 ha autour des villages de Nadap et Lovasberény afin d'y établir un parc à gibier. Ce projet va sceller 26 % de la superficie de Nadap, dont les autorités n'ont pas été consultées.

- Gestion des déchets

Les éboueurs de Budapest ont obtenu de l'opérateur municipal BKM un soutien exceptionnel de 200 000 HUF (490 EUR) pour les aider à régler leurs factures d'énergie, ainsi qu'une prime de Noël de 120 000 HUF (294 EUR). Ils continuent toutefois de réclamer un salaire de base net de 350 000 HUF (860 EUR) pour les chargeurs et 400 000 HUF (982 EUR) pour les conducteurs, contre 250 000 HUF (613 EUR) actuellement. Le maire de Budapest a choisi d'étendre le soutien de 200 000 HUF à l'ensemble des employés de la ville (hors cadres), pour un coût de 5,5 Mds HUF (13,3 M EUR).

Huit associations de collecte de déchets à Budapest demandent de repousser de six mois la mise en place de la concession de déchets attribuée à MOL en juin 2022. Les associations avancent que MOL n'est pas préparé pour gérer 5 M t de déchets municipaux par an à Budapest. Le groupe a déjà lancé un appel d'offres pour en sous-traiter la collecte et le transport. L'autorité de régulation des services publics MEKH doit faire des propositions de redevances pour les gestionnaires de déchets d'ici février 2023, et le ministère tranchera d'ici le 30 avril.

- Gestion de l'eau

Opus Global a remporté un contrat public pour draguer la boue dans la région du lac Balaton, pour un montant de 1,8 Mds HUF (4,4 M EUR). Le total de bilan d'Opus Global, appartenant à Lőrinc Mészáros a progressé de 6 % entre fin 2021 et fin juin 2022, pour atteindre 942 Mds HUF (2,3 Mds EUR). Le passif de long-terme a augmenté de 4 % à 388,7 Mds EUR (953,1 M EUR). Malgré une hausse du chiffre d'affaires de 84 % en g.a au cours du S1 2022 (pour s'établir à 205 Mds HUF – 502,7 M EUR), les bénéfices après impôts du groupe ont fondu de 86 % (11,4 Mds HUF – 28 M EUR), en raison de la hausse des coûts de construction et de l'énergie.

Mészáros és Mészáros a remporté trois contrats de travaux publics pour 9,2 Mds HUF (22,6 M EUR). Deux contrats concernent la gestion de la rivière Tisza, et le troisième concerne la prévention des inondations à proximité de Győr. Le groupe a remporté 37,6 Mds HUF de marchés publics (92,3 M EUR) depuis le début de l'année.

Sade-Magyarország a remporté un marché public pour la construction d'un système d'égouts des villages d'Örményes et de Kuncsorba pour 3 Mds HUF (7,4 M EUR). Le coût estimé du projet était de 1,2 Mds HUF (3 M EUR). Mészáros és Mészáros avait soumis une offre, mais n'a pas été retenu.

Infrastructure

- routier

János Lázár, ministre de la Construction et de l'Investissement, va superviser les concessions d'autoroutes, en lieu et en place du ministre du Développement économique. Il reprendra aussi la supervision du contrat de concession autoroutière de 35 ans signé avec le groupe de Lőrinc Mészáros.

- ferroviaire

La ligne ferroviaire Budapest-Hatvan a été inaugurée après des travaux débutés il y a plus de 10 ans pour un coût de 160 Mds HUF (388,1 M EUR), soit plus de 10 % des ressources dédiées au développement ferroviaire sur la période. La section rénovée porte sur 56 km, sur une des lignes les plus fréquentées de Hongrie (4,5 M de passagers par an). Des murs de protection contre le bruit ont été édifiés, les arrêts rénovés, et des passages à niveau installés.

Les travaux du centre logistique multimodal « East-West Gate » se sont achevés et le nouveau centre a été inauguré. Il se situe à la proximité immédiate de la frontière hongro-ukrainienne, à Fényeslitke. East-West Gate est appelé à jouer un rôle important pour extraire par voie ferroviaire les céréales produites en Ukraine. Plus largement, il sera au centre des échanges commerciaux UE-Chine. La capacité de transbordement est de 800 t/h de céréales, et 1 M de conteneurs par an. Le projet a nécessité un investissement de 30 Mds HUF (72, M EUR). Le centre emploiera 500 personnes. Un parc solaire ainsi qu'un système de pompe à chaleur fourniront de l'électricité et du chauffage au centre.

Transport

- aérien

L'aéroport de Budapest s'est entendu avec les syndicats pour proposer une hausse de salaire extraordinaire de 10 % à compter du mois d'octobre, après une hausse précédente de 13 % en mars dernier. L'aéroport compte 559 employés à plein temps, et gère des frais de personnels de 18 Mds HUF (44,2 M EUR) l'année dernière.

L'aéroport de Debrecen et WizzAir ont célébré le 10^{ème} anniversaire du lancement de leur coopération lors d'une cérémonie en présence du PDG du groupe, du maire de Debrecen et du secrétaire d'Etat Levente Magyar.

- ferroviaire

Le Ministre des Affaires Etrangères Péter Szijjártó a signé un partenariat stratégique avec le groupe français Alstom et son représentant Gáspár Balázs, en présence du PDG du groupe, Henri Poupert-Lafarge. Alstom s'est engagé à accroître ses capacités en Hongrie et à créer de nouveaux emplois. La coopération pourrait porter à terme sur les trains à hydrogène.

MÁV a reçu la dernière livraison du lot de 40 locomotives commandées KISS commandées au groupe suisse Stadler. L'accord avait été signé en décembre 2017.

- urbain

La Hongrie prévoit d'utiliser le produit de ses ventes à l'Allemagne de permis d'émission de carbone pour la période pré-2020 pour l'achat de nouveaux bus électriques, afin de financer son programme Green Bus. La Hongrie vise à remplacer la moitié de sa flotte de bus dans les grandes villes par des bus électriques d'ici 2030.

La société d'Etat Volánbusz a inauguré son premier bus issu de sa commande de 100 bus à Kravtex-Kuhne pour 6,5 Mds HUF (16 M EUR).

Construction

Une filiale appartenant à Lőrinc Mészáros, Záév, a remporté un contrat supplémentaire de 1,5 Mds HUF (3,7 M EUR) dans le cadre de la construction du campus de la nouvelle université du sport dans le 12^e arrondissement de Budapest, ce qui porte le montant total du projet à 19,5 Mds HUF (47,9 M EUR).

République Tchèque

Energie

Un amendement à la loi sur l'énergie, en cours de discussion interministérielle, prévoit la mise en place de **communautés énergétiques**. Leurs membres (ménages, associations de propriétaires, entreprises ou municipalités) pourront partager l'énergie qu'ils produisent à partir d'installations de production conjointes sur un réseau de distribution secondaire. Ce nouveau cadre législatif, particulièrement attendu par les acteurs locaux, permettra selon le gouvernement de stimuler la production d'électricité à partir de sources renouvelables.

Le projet de construction de la plus grande centrale électrique à gaz de République tchèque (1000 MW) de l'énergéticien CEZ a obtenu un avis favorable du ministère de l'Environnement, à l'issue de la procédure d'étude d'impact environnemental. Les trois unités de production de cette nouvelle centrale remplaceront la centrale à charbon de Melnik ; avec une mise en œuvre prévue en 2026, 2029 et 2030 pour chacune des unités. Si CEZ prévoit une plus grande disponibilité du gaz d'ici à la fin de la décennie, le groupe envisage la transition progressive, d'ici 2035, vers des carburants à faible émission, principalement l'hydrogène et le biométhane, pour le fonctionnement de cette centrale.

Pour renforcer ses chances de voir s'implanter sur son territoire une gigafactory de production de batteries électriques de Volkswagen, que ce groupe prévoit d'installer en Europe centrale (la Tchéquie étant en concurrence avec la Pologne et la Hongrie), le gouvernement a signé une résolution sur la préparation **et la mise en œuvre d'une zone industrielle stratégique sur les lieux de l'ancien aéroport militaire de Plzeň-Líněk, emplacement envisagé pour accueillir cette future**

usine. Le coût des travaux de conception et de préparation qui seront financés par l'Etat sont estimés à 9 Md CZK (370 M €). L'installation de cette usine de batteries, projet particulièrement stratégique pour la transition de l'industrie automobile tchèque vers l'électromobilité, pourrait permettre d'équiper 400 000 à 800 000 voitures par an en batteries au lithium.

Transport

Le Parlement a adopté le projet de loi portant transposition de la directive (UE) 2019/1161 relative à la promotion de véhicules de transport routier propres et économes en énergie. Conformément à cette loi, les pouvoirs adjudicateurs devront fixer une part minimale de véhicules à émissions faibles ou nulles dans les marchés publics d'achat de véhicules destinés aux services de transport public. Pour rappel, la Commission européenne avait engagé une procédure à l'encontre de la République tchèque pour la non-transposition de la directive dans les délais impartis. La part minimale de véhicules respectueux de l'environnement d'ici fin 2025 est fixée à 29,7% pour les voitures particulières, les minibus et les véhicules utilitaires légers, 41% pour les bus et 9% pour les camions. D'ici fin 2030, ces parts augmenteront encore. La loi prévoit une exception pour certains types de véhicules spécifiques, par exemple les véhicules agricoles ou forestiers, les véhicules à chenilles, les véhicules conçus spécifiquement pour les forces armées, les ambulances ou les grues.

- routier

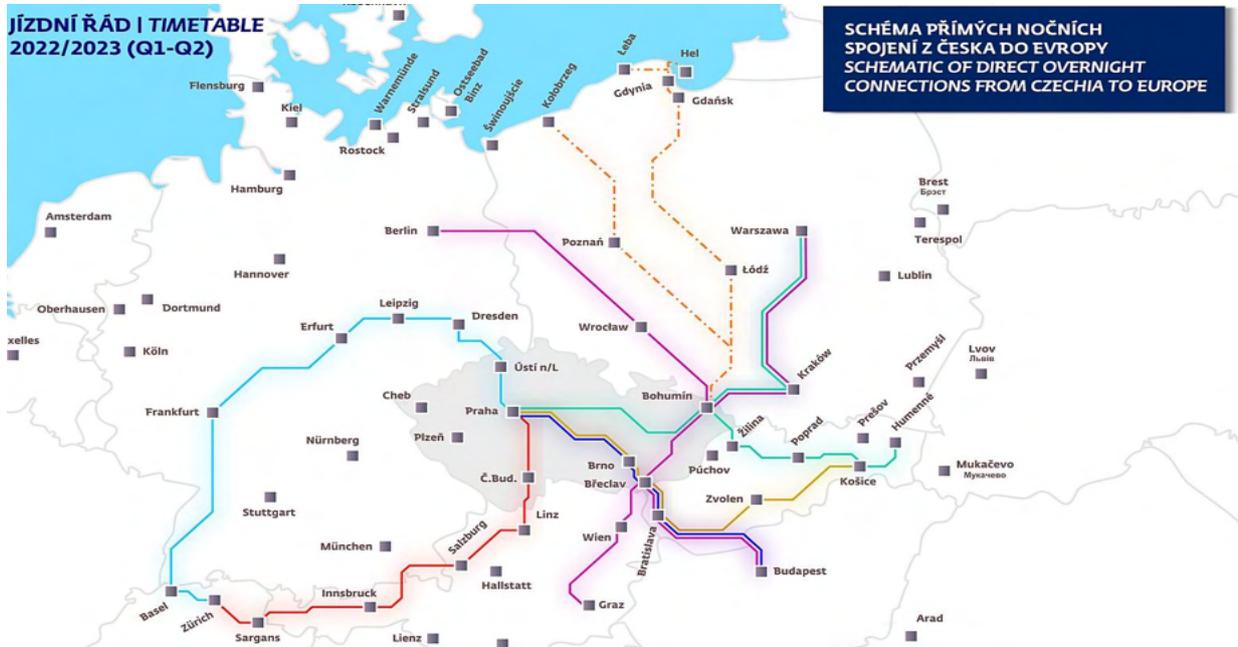
Malgré la contestation de ses concurrents, la société Metrostav Infrastructure Roads s'est vu attribuer plusieurs marchés publics pour la construction et la rénovation de routes. Pour rappel, MI Roads a été fondé après l'annonce du verdict interdisant à Metrostav ainsi qu'à sa filiale Metrostav Infrastructure de se présenter aux marchés publics pendant trois ans suite à une affaire de corruption et de détournement de fonds européens. Selon l'analyse juridique, commandée par la Direction des routes et des autoroutes (ŘSD), la participation de MI Roads aux AO est légale et ne constitue pas un contournement de la décision de justice.

- ferroviaire

La République tchèque et la Banque européenne d'investissement ont signé un protocole d'accord dont l'objectif est de définir le modèle optimal d'engagement de la BEI dans la modernisation du réseau ferroviaire tchèque. Le soutien financier et technique de la BEI visera à financer jusqu'à hauteur de 7 Mds EUR entre 2023 et 2027 des grands projets ferroviaires, tels que des corridors ferroviaires et des nœuds RTE-T, où l'infrastructure est électrifiée (ou lorsque l'électrification est prévue d'ici dix ans) ou adaptée à l'exploitation des trains à zéro émission. Le 1^{er} prêt de 1 Md EUR permettra en 2023 de financer des projets de numérisation et d'automatisation du transport ferroviaire, d'électrification de lignes et de soutien du transport ferroviaire régional. [EIB and Czech Republic to cooperate on modernization of local railway networks](#)

L'opérateur ferroviaire national, les Chemins de fer tchèques (ČD), a lancé un appel d'offres pour l'achat de 60 nouveaux trains rapides EMU 350 en capacité de rouler 200 km/h. Le prix estimé du contrat-cadre est de 32 Mds CZK (1,3 Mds EUR). Les premiers trains destinés au transport longue distance et équipés du système de communication GSM-R et du système européen de contrôle des trains ETCS devraient être livrés en 2025.

L'opérateur ČD a lancé une nouvelle marque de trains de nuit –ČD Night– dans laquelle il prévoit d'investir plus de 250 M CZK (10 M EUR). Actuellement, le transporteur exploite quotidiennement des trains de nuit de Prague à Varsovie, de Prague via Žilina à Humenné, de Prague via Bratislava à Budapest et via České Budějovice et Innsbruck à Zurich. A partir de décembre, une nouvelle liaison (Canopus) vers Zurich sera ajoutée via Dresde, Francfort ou Bâle.



Le gestionnaire d'infrastructures ferroviaires tchèque, Správa železnic (SŽ), a lancé un AO pour l'élaboration des documents nécessaires à l'établissement du permis d'aménagement, la documentation pour l'évaluation de l'impact environnemental (l'EIE) et le modèle numérique pour le tronçon entre Vršovice et Běchovice à Prague (intitulé « VRT Prague ») sur la future LGV Prague-Brno-Ostrava. L'évaluation des offres se fera sur la base de la méthode Best Value Approach. Le tronçon « VRT Prague » permettra d'augmenter la capacité des voies dans la capitale et sera conçu comme une ligne à double voie équipée de l'ETCS sur laquelle les trains rouleront à une vitesse entre 160 et 240 km/h. Le début des travaux de construction est prévu pour 2029.

Le gestionnaire d'infrastructures ferroviaires tchèque SŽ a signé un accord de subvention avec l'Agence exécutive européenne pour le climat, les infrastructures et l'environnement (CINEA) concernant une aide financière de 101 M EUR apportée par le mécanisme pour l'interconnexion en Europe (CEF) pour la rénovation d'une partie de la ligne ferroviaire qui permettra de relier à l'avenir le centre-ville de Prague et l'aéroport de Václav Havel de Prague. Plus concrètement, la subvention concerne le tronçon Prague-Bubny et Prague-Výstaviště et couvre 85% des coûts prévus.

Alstom envisage d'agrandir son usine à Česká Lípa, l'une des plus grandes usines de production de matériel roulant du cluster d'Europe centrale, et a annoncé 200 embauches de soudeurs afin d'honorer de nombreuses commandes de matériel roulant. En raison de la pénurie chronique de soudeurs en République tchèque, Alstom a ouvert son propre centre de formation en soudage.

- Urbain

L'entreprise de transports publics de Prague, DPP, a lancé un AO pour l'achat de 70 trolleybus. Le contrat-cadre de 5 ans d'une valeur de 1,18 Md CZK (48 M EUR) permettra de remplacer progressivement les bus diesel sur 5 lignes dont l'électrification est actuellement en cours. Les véhicules demandés doivent avoir une autonomie d'au moins 15 km. Les conditions de l'AO comprennent également une garantie de durée de vie de la batterie d'au moins sept ans ou d'une autonomie de 420 000 km, après quoi le fournisseur devra garantir la livraison de nouvelles

batteries pendant huit années supplémentaires jusqu'à la fin de la durée de vie de quinze ans des véhicules.

La société Elektrifikace železnic a remporté un AO pour la construction d'une ligne de trolleybus entre Prague et son aéroport qui vise à mettre fin aux bus diesel sur cette ligne d'ici avril 2024. La valeur du contrat s'élève à 354,4 M CZK (14,4 M EUR). L'électrification couvrira environ 50% du trajet entre l'aéroport et la gare de Nádraží Veleslavín (11,6 km) ; les trolleybus utiliseront leur batterie sur le reste de l'itinéraire.

- Aérien

Après deux ans et demi de Covid-19, le trafic aérien reprend en République tchèque, mais plus lentement que dans le reste de l'Europe. En raison de capacités accrues des espaces aériens voisins, certains vols long-courriers entre l'Asie et l'Europe occidentale survolent maintenant l'Autriche ou l'Allemagne au lieu de la République tchèque. Le trafic aérien dans l'UE dans son ensemble se situe à 84% de la situation d'avant covid, contre 63% en République tchèque. Les compagnies aériennes les plus actives dans l'espace aérien tchèque sont Ryanair, Turkish Airlines et Wizz AirSmartwings.

L'agence Moody's a confirmé la notation de l'aéroport de Václav Havel à Prague à Aa3. Cependant, par rapport à l'année dernière, l'agence a ramené de « stable » à « négative » la perspective accompagnant cette note. Compte tenu de la notation de la dette publique tchèque, cette notation est la plus élevée que l'aéroport puisse atteindre. L'agence a apprécié le faible niveau d'endettement de l'aéroport mais aussi le fait que, contrairement à d'autres aéroports européens, il n'y ait pas de pénurie critique d'employés.

A partir du 1^{er} novembre 2022, la compagnie aérienne Czech Airlines (CSA) ne propose qu'une seule liaison au départ de l'aéroport de Prague vers Paris-CDG, qui reste desservie quatre fois par semaine. L'invasion de l'Ukraine par la Russie avait déjà contraint CSA à suspendre ses vols vers Kiev, Moscou mais aussi Bucarest et Sofia et sa liaison régulière Prague – Hurgada vient d'être reprise par Smartwings. En outre, le dernier avion en pleine propriété de la société, un A 319 arrivé en fin de vie, a été retiré de la flotte en octobre. L'opérateur exploite actuellement un seul avion loué (un Airbus A320). Pour rappel, le redressement judiciaire de la compagnie aérienne avait été prononcé en mars 2021, faute d'aide financière publique. La compagnie a également procédé au licenciement de 430 employés

Fonds européens

Dans le cadre de deux appels à projets, 13 Md CZK (530 M€) issus du Fonds de modernisation seront destinés aux entreprises industrielles relevant du système européen d'échange des quotas d'émission (entreprises manufacturières, producteurs d'aciers, de fer, de verre, de ciment, de chaux et de produits chimiques et alimentaires ainsi que les grandes installations hospitalières notamment) afin de soutenir leurs projets d'économie d'énergie, d'installation de sources d'énergies renouvelables et le passage à des méthodes de production plus écologiques. Le montant des subventions dépendra de la taille de l'entreprise et de la région, tandis que 30% de ces fonds seront dédiés aux régions touchées par le déclin de l'extraction du charbon (Moravie-Silésie, Usit nad Labem, Karlovy Vary).

Slovaquie

Nominations

Le 19 octobre, le gouvernement a approuvé la nomination de M. Peter Gerhart au poste de secrétaire d'Etat au ministère de l'Economie en charge du secteur énergétique. M. Gerhart est

un expert dans le domaine nucléaire, notamment du démantèlement des centrales nucléaires. Depuis 2006, il a travaillé au sein de Javys – la société publique chargée du démantèlement et de la gestion des déchets nucléaires. Depuis 2014, M. Gerhart était le chef du département des projets internationaux.

Energie

- électricité

Selon les données d'Eurostat, au premier semestre 2022, le prix de l'électricité en Slovaquie a été facturé pour les clients résidentiels (consommation comprise entre 2 500 kWh et 5 000 kWh) 17,96 EUR / 100 kWh, en augmentation de 7,7 % en glissement annuel, contre un prix moyen dans l'UE de 25,25 EUR / 100 kWh, en augmentation de 14,6 %. Les taxes et les prélèvements ont représenté 30,8 % du prix contre 37,2 % au S2 2021 (23,5 % en moyenne dans l'UE au S1 2022 contre 35,9 % au S2 2021). Exprimé en standard de pouvoir d'achat, le prix de l'électricité facturé au client résidentiel a été de 22,19 EUR / 100 kWh, soit 3,27 EUR / 100 kWh inférieur à la moyenne européenne.

- gaz

Selon les données d'Eurostat, au premier semestre 2022, le prix du gaz facturé au client résidentiel (consommation comprise entre 20 GJ et 200 GJ): 4,88 EUR / 100 kWh, a augmenté de 18,7 % contre un prix moyen dans l'UE de 8,61 EUR / 100 kWh qui a connu une hausse de 35 %. Les taxes et les prélèvements ont représenté 16,6 % du prix (contre 16,4 % en moyenne dans l'UE). Exprimé en standard de pouvoir d'achat, le prix du gaz facturé aux ménages a atteint 6,03 EUR/kWh soit 2,67 EUR/kWh inférieur au prix moyen européen.

Le 21 octobre le ministère de l'Economie a publié l'information sur la consommation réelle de gaz en Slovaquie. Les données en provenance de la société de gaz chargée de la distribution, SPP-distribucia, indiquent que pendant les mois août et septembre, la consommation a baissé de 24 % par rapport à la moyenne des cinq dernières années. Dans le même temps, le ministère a explicité la hausse de la consommation de 5,5 % relevée par Eurostat. Selon le ministère, cette hausse prend en considération également le remplissage des réservoirs de gaz qui était très intense pendant la période observée.

- nucléaire

Le 22 octobre, le troisième bloc de la centrale nucléaire à Mochovce a connu une nouvelle étape importante de sa mise en opération – le bloc a atteint son opération contrôlée minimale. Ainsi, au sein du réacteur, la réaction de fission en chaîne contrôlée se déroule même si la puissance du réacteur est toujours proche de zéro. Selon le directeur général de Slovenske elektrarne, la pleine puissance sera atteinte vers le début de l'année prochaine.

- hydrogène

La société de transport de marchandises Daltrans (CA de 122 M EUR, 420 employés, 250 poids lourds et 25 stations-services) prévoit d'investir dans la production d'hydrogène. L'électrolyseur de Daltrans devrait produire 200 t d'hydrogène en consommant 12 000 MWh d'électricité. Cet investissement s'élève à 4,5 M EUR et commencera en 2024 pour être opérationnel en 2025.

- pétrole

Le raffineur polonais ORLEN renforce sa position sur le marché slovaque, par l'intermédiaire de la société tchèque Unipetrol qui opère les stations-service de marque Benzina. Aujourd'hui, il y a 15 stations de service Benzina en Slovaquie. En été, ORLEN a racheté après le feu vert de l'Autorité de concurrence, 39 stations de service Oliva. Fin octobre, le principal acteur sur le marché slovaque, Slovnaft, cédera 41 stations à ORLEN. Cette acquisition se réalise dans le cadre d'une transaction globale sur le marché européen qui touche 600 stations dans plusieurs Etats.

Avec ses 272 stations de service, Slovnaft reste toutefois le leader en Slovaquie. Pour mémoire, en mai, Slovnaft avait acquis 16 stations Lukoil. Suite à la transaction et à d'autres activités, l'année prochaine Slovnaft possédera 233 stations. Le deuxième acteur sur le marché, la raffinerie autrichienne OMV, exploite plus de cent stations, suivie par Shell avec 85 stations. ORLEN deviendra quatrième acteur sur le marché avec 80 stations l'année prochaine.

- *Energie renouvelable*

Début novembre, le Réseau de transmission slovaque a augmenté la capacité de raccordement au réseau électrique des centrales à énergies renouvelables locales. La capacité a augmenté de 137 MW dont 58 MW pour la Slovaquie occidentale, 50 MW pour la Slovaquie orientale et 30 MW pour la Slovaquie centrale.

Etant donné que les prix des énergies sont à la hausse, plusieurs projets verts portés par les entreprises non énergétiques ont été annoncés :

- Le producteur d'engrais et d'AdBlue, la société Duslo (CA de 574 M€ en 2021, 1 950 employés et le plus grand consommateur de gaz en Slovaquie (13 % de la consommation totale)) du groupe tchèque Agrofert, a présenté mi-octobre deux grands investissements dans les énergies renouvelables. Tout d'abord, Duslo prévoit la construction d'un parc éolien d'une puissance installée de 37 – 43 MW pour un investissement de 58 à 66 M EUR. Duslo sera ainsi la première entreprise industrielle en Slovaquie à utiliser l'énergie éolienne. Une partie de la production sera également fournie au réseau électrique. Par ailleurs, Duslo prévoit la construction d'une centrale solaire d'une puissance installée de 14-21 MW sur 19 ha avec la construction d'un centre de stockage d'électricité, d'un coût évalué à 34 M EUR. Cela fait plusieurs semaines que Duslo a stoppé sa production pour mener des ajustements techniques dans son usine.
- La société Orange, premier opérateur de téléphonie mobile en Slovaquie (CA de 543 M EUR, 1 160 employés) a présenté début octobre un projet solaire. Actuellement, 180 stations de base (émetteurs) sont équipées en photovoltaïque. Une centaine a été réalisée cette année, une nouvelle centaine doit être construite vers la fin de cette année pour avoir à terme 1 000 stations équipées de panneaux solaires. Ce système permet non seulement la réduction de consommation d'énergie de 25-30 % par émetteur mais aussi la baisse des émissions de CO₂. Au total, le groupe pourrait épargner 8 % de sa consommation énergétique.

L'un des principaux producteurs métallurgiques, Zeleziarne Podbrezova (CA de 310 M EUR, 3 000 employés) planifie de construire d'ici la fin de l'année une centrale solaire sur le toit de son usine de fabrication de tuyaux métalliques. Au total, Zeleziarne Podbrezova posera 6 700 panneaux dont la production annuelle devrait atteindre 3 750 MWh. D'autres projets sont prévus sur le toit de l'atelier mécanique et du dépôt. En outre, Zeleziarne Podbrezova exploite 5 petites centrales hydrauliques d'une puissance installée de 5,3 MW (10 % de la consommation énergétique de l'usine).

Transports

- *routier*

La région de Trnava a lancé un AO portant sur le service de transport public régional par bus pour une durée de 10 ans et dont la valeur à 203,6 M EUR. Les offres sont attendues avant le 15 décembre.

<https://ted.europa.eu/udl?uri=TED:NOTICE:569360-2022:TEXT:FR:HTML&src=0&tabId=0>

- *ferroviaire*

Le ministère des Transports a publié au Journal officiel de l'UE trois avis de pré-information relatifs à un contrat de service public de transport ferroviaire de passagers. Ces trois avis de pré-

information font suite à la présentation du plan de libéralisation des lignes ferroviaires par le ministre des Transports en conseil des ministres du 24 août 2022 (voir la veille juillet-août). Le ministère des Transports prévoit prochainement de libéraliser trois lignes : [le train express Tatran](#) (Bratislava – Zilina – Kosice, 5,5 M de train.km), [le train de nuit Zemplin](#) (Bratislava – Kosice – Humenne, 0,4 M. de train.km) et [le train express Vtacnik](#) (Bratislava – Hlohovec – Prievidza, 0,9 M de train.km). Le ministère prévoit de lancer l'AO le 15 novembre 2023 et commencer l'opération par un acteur issu de l'AO en décembre 2026. *Pour plus d'informations, merci de contacter le [Service économique de Bratislava](#).*

En novembre 2022, l'unité analytique du ministère des Finances a publié son évaluation du projet porté par le Zeleznice Slovenskej republiky (ZSR, société publique chargée des infrastructures ferroviaires) sur les gares ferroviaires à Bratislava. ZSR a présenté en juin 2019 une étude avec quatre options de développement futur du trafic ferroviaire dans la capitale. Les coûts des travaux sont évalués entre 654 et 883 M EUR selon les différentes options allant de la modernisation et de l'agrandissement de la Gare centrale jusqu'à la répartition du trafic ferroviaire vers plusieurs gares en les modernisant. Le ministère des Finances rappelle que l'étude de ZSR recommande de réaliser la décentralisation du trafic. Cependant, selon le ministère des Finances, cette stratégie diffère de la pratique actuelle en Europe qui privilégie de construire des gares centrales à grande capacité pour desservir l'ensemble des trains. Le projet de gare centrale redevient donc au cœur du projet. *Pour plus d'informations, merci de contacter le [Service économique de Bratislava](#).*

- aérien

Pendant les trois premiers trimestres 2022, l'aéroport de Bratislava a compté 1,17 M de passagers pour 19 741 vols. Par rapport à l'année 2019, le taux de recouvrement est de 77 %.

Environnement

Le ministère de l'Intérieur a conclu un contrat pour l'achat de 752 véhicules à faibles émissions pour les besoins de la police. Cette acquisition sera financée par le Plan national de relance et de résilience. Les premiers véhicules devraient être livrés en mars 2023 (654 véhicules hybrides pour les activités de police et 98 véhicules électriques pour les activités administratives).

Le 7 novembre, lors de la conférence des Nations Unies COP 27 en Egypte, la présidente de la République de Slovaquie Zuzana Čaputová a déclaré que la Slovaquie se joindrait à l'engagement global de réduction des émissions de méthane (Global Methane Pledge Initiative). Elle a aussi évoqué que grâce à la décarbonation de l'économie slovaque, les émissions devraient baisser de 40 % d'ici 2030. Elle a rappelé que la Slovaquie maintenait son plan d'arrêter les centrales thermiques à charbon en 2023.

Il y a 1,08 M maisons familiales en Slovaquie dont 70 % ont été construites avant 1980. 68 % sont sans isolation thermique extérieure. Concernant les immeubles résidentiels, la situation est moins critique avec 44 %, soit 37 000 immeubles, sans isolation extérieure. Pour améliorer la situation des maisons familiales, le Plan national de relance et de résilience prévoit un programme à hauteur de 528 M EUR qui vise la rénovation de 30 000 maisons familiales. Le 15 octobre, le premier tour des demandes a été lancé. Les intéressés ont jusqu'à février 2023 (ou épuisement de l'enveloppe) pour envoyer leur demande. Ce programme est géré par l'Agence slovaque de l'environnement qui a [ouvert deux AO](#), chacun doté de 15 M EUR : le premier AO standard et deuxième AO social avec cofinancement minimal. *Pour plus d'informations, merci de contacter le [Service économique de Bratislava](#).*

Fonds européens

Le 18 octobre, la Commission européenne a donné son accord de principe pour que la Slovaquie puisse décaisser les fonds européens à hauteur de 1,5 Md EUR sur les 5,5 Md EUR non utilisés au titre des fonds de la période 2014-2020. Cette mesure doit encore être approuvée par le Parlement européen.

Lituanie

Energie

- *Énergies renouvelables*

L'Agence lituanienne de l'énergie (LEA) et le Laboratoire national américain des énergies renouvelables (NREL) ont signé le 31 octobre à Denver un accord de coopération selon lequel des scientifiques et des spécialistes lituaniens et américains de l'énergie prépareront une étude sur la transformation du secteur énergétique lituanien afin que le pays puisse à l'avenir consommer exclusivement de l'énergie renouvelable. Il s'agit d'un objectif d'envergure pour la Lituanie qui devra pour cela multiplier par plus de trois son volume d'énergie renouvelable alors qu'elle importe encore aujourd'hui les deux tiers de son électricité. Par conséquent, le pays prévoit d'avoir 9 GW d'énergie renouvelable installée d'ici 2030. Dans cette optique, plus de 90 % de l'énergie sera produite à partir de sources d'énergie renouvelables. Cet accord de coopération vient également concrétiser l'objectif du gouvernement visant à développer un dialogue transatlantique sur l'énergie et à renforcer la coopération avec les centres d'analyse américains dans le domaine de la sécurité énergétique.

Lors du Forum économique de haut niveau lituano-belge du 25 octobre, D. Garbaliuskaitė, vice-ministre de l'énergie, a présenté le projet de parc éolien offshore dans la mer Baltique renforçant l'indépendance énergétique de la Lituanie. Elle a confirmé le rôle clé de l'éolien offshore dans le développement de sources d'énergies renouvelables et le besoin du pays d'investissements et de partenaires performants, de chaînes d'approvisionnement solides et d'une expérience sur laquelle la Lituanie peut s'appuyer. Il est prévu que le parc éolien offshore, dont la mise en service dans les eaux territoriales de Lituanie près de Palanga est prévue en 2028, produise jusqu'à 3 TWh/an d'électricité verte, couvrant près d'un quart de la demande d'électricité de la Lituanie.

- *Electricité*

En octobre, le prix moyen de l'électricité dans la zone tarifaire lituanienne de la bourse Nord Pool s'élevait à 189,33 EUR/MWh, soit une baisse de 47 % par rapport à septembre 2022 où l'électricité coûtait en moyenne 359,68 EUR/MWh. Cela s'explique par la hausse de la production d'électricité des centrales éoliennes due à des vents plus importants et des centrales hydroélectriques dans les pays scandinaves. La même tendance est observée pour les prix du gaz naturel qui ont chuté en raison de l'automne exceptionnellement chaud, ainsi que des installations de stockage de gaz naturel européennes presque entièrement remplies, ce qui a conduit à une offre supérieure à la demande. L. Varanavičius, chef du département Stratégie chez la société publique Litgrid, le gestionnaire du réseau de transport d'électricité lituanien, a indiqué qu'il restait difficile de prédire précisément la variation des prix pour cet hiver au vu du contexte géopolitique actuel. Il a toutefois souligné la possibilité d'une augmentation des prix en toute fin d'année qui ne devrait pas pour autant atteindre le niveau de prix d'août.

Environnement

Hydrogène vert : une technologie prometteuse dont son implantation est encouragée par la Lituanie

Présente lors de la COP27, la Lituanie affiche son ambition de décarboniser les secteurs de l'énergie, de l'industrie et du transport et de devenir un acteur clé dans le développement d'une économie durable. Selon S. Gentvilas, ministre de l'environnement, le pays a pour objectif d'accroître son utilisation d'hydrogène vert. Le pays envisage donc de s'appuyer sur son terminal flottant de GNL (gaz naturel liquéfié) situé au port de Klaipeda ainsi que sur sa connexion par gazoduc avec la Pologne pour favoriser la communication avec les plus grands importateurs européens. Le ministère de l'Énergie a également annoncé avoir consacré 20 MEUR pour financer les installations de production, de stockage et de transition à l'hydrogène dans les transports.

Transport et infrastructures

- *Mobilité durable*

Dans son discours à l'occasion du Forum annuel sur les innovations de mobilité la vice-ministre des Transports Agne Vaiciukeviciute a indiqué que le pays comptait inciter, d'ici 2030, l'achat de véhicules alimentés à l'hydrogènes (voitures, bus, camions) et mettre en place les infrastructures nécessaires à leurs approvisionnements. Pour que ces nouveaux véhicules puissent emprunter les routes de la Lituanie, l'objectif est pour le ministère des Transports et des Communications d'installer d'ici 2026 quatre stations de réapprovisionnement d'hydrogène, dont une première qui devrait voir le jour dès 2024. Un appel d'offres devrait donc être lancé en janvier 2023. En ce qui concerne le financement de ces installations, la Lituanie a déjà alloué 2,4 MEUR provenant du plan national de relance et de résilience (PNRR) et espère pouvoir augmenter cette dépense jusqu'à 3,6 MEUR. En 2030, des stations d'hydrogène accessibles aux voitures et aux camions pourraient être ouvertes sur les routes principales tous les 150 km.

- *Infrastructures de transports*

La Lituanie souhaite favoriser les innovations et la digitalisation du secteur du transport avec le développement de la 5G et l'abandon total des documents papiers au cours d'opérations logistiques. En collaboration avec la Pologne et la Finlande, les pays baltes ont ainsi pour ambition d'être d'ici 2024 les premiers à dématérialiser les procédures administratives du secteur.

Par ailleurs, la Lituanie est l'un des grands leaders mondiaux en termes de réseau de fibre optique et de vitesse Internet. En effet, la connexion 5G est déjà disponible d'accès pour 80% de la population (et jusqu'à 95% en d'ici 2025). D'ici 2025, la cinquième génération de réseau mobile devrait être disponible sur l'ensemble des canaux internationaux de transport, autoroutes nationales, aéroports et ports maritimes.

- *routier*

La planification du projet Rail Baltica se précise avec un trajet de route Kaunas-Vilnius approuvé le 18 octobre, reliant les deux villes en seulement 38 minutes. Une fois opérationnel, Rail Baltica sera une avancée majeure dans l'inclusion durable des pays baltes à l'Espace Schengen et à l'UE permettant l'arrivée nouveaux flux touristiques et économiques venant de l'Europe Occidentale.

Le premier contrat de reconstruction et de modernisation de l'autoroute Via Baltica reliant Marijampole à la frontière polonaise entre en vigueur. Evalué à 56 M EUR, ce projet est une étape majeure dans le développement des communications routières du pays et participe à la volonté du Gouvernement de faciliter les flux avec la Pologne et les autres pays européens.

- ferroviaire

L'opérateur ferroviaire LTG Link, filiale des chemins de fer lituaniens (LTG), a annoncé avoir lancé des consultations avec les acteurs du marché concernant l'achat de matériel roulant, à savoir, de 10 ou 14 trains à grande vitesse. L'objectif est de faire rouler ces trains à partir de 2028, une fois le projet Rail Baltica achevé. Selon LTG Link, plusieurs alternatives sont examinées dont la meilleure serait une commande de 14 rames, 250 places par rame. Les autres options sont 14 rames de 200 places ou 10 rames de 300 places. L'Appel d'Offres devrait être annoncé d'ici 2024, fixant comme objectif de signer le contrat en 2025.

Lettonie

Energie

La compagnie d'énergie « **AS Latvenergo** » va mettre en œuvre des projets d'énergie renouvelable d'une capacité de 600 MW en Lettonie et à l'étranger d'ici 2026. La capacité totale des projets d'énergie renouvelable à mettre en œuvre d'ici 2030 est prévue à 2300 MW. Latvenergo va significativement développer les parcs éoliens considérés des projets d'intérêt national, car cela permettra de renforcer l'indépendance des pays baltes et de la Lettonie vis-à-vis des sources d'énergie extérieures.

Pour assurer la sécurité de l'approvisionnement en électricité et la synchronisation des réseaux électriques de la région balte, l'opérateur public letton de transport d'électricité « **JSC Augstsprieguma tīkls** » envisage d'investir de 2023 à 2032 plus de 500 M EUR dans la modernisation de ses réseaux électriques. La plupart des coûts devraient être couverts par un cofinancement de l'UE à hauteur de 75%. L'un des plus importants projets concernera la reconstruction de deux lignes de transport d'électricité entre la Lettonie et l'Estonie, au cœur d'un plan d'interconnexion du marché de l'énergie de la Baltique.

Longtemps à la traîne derrière les autres pays baltes en termes d'énergie renouvelable, la Lettonie a cette année montré une forte croissance de la micro-génération. Ces micro-génération d'électricité se font principalement grâce aux panneaux solaires. « Sadales Tīkls », l'opérateur public de distribution d'électricité, a annoncé que le nombre de connexions de micro-génération au réseau de distribution d'électricité a été multiplié par 5 en 2022. La capacité de production de ces micro-générateurs a atteint 80 MW et permet par une journée ensoleillée de générer 10% de la consommation de la Lettonie.

L'opérateur de transport et de stockage de gaz naturel **JSC Conexus Baltic Grid (Conexus)** va investir 21,6 M EUR dans une nouvelle unité de pompage de gaz. Cela va permettre d'augmenter la capacité technique de l'installation de stockage souterrain de gaz d'Incukalna. C'est la société belge Solar Turbines Europe qui fournira l'équipement.

Infrastructures

La coentreprise balte RBRail, en charge du projet ferroviaire Rail Baltica, et les ministères compétents des trois Etats Baltes, ont signé un accord avec l'Agence exécutive européenne pour le climat, l'infrastructure et l'environnement (CINEA) pour un financement supplémentaire à hauteur de 422,6M EUR. Sur ce budget total, la contribution du Mécanisme pour l'interconnexion en Europe (MIE) sera d'un montant maximum de 353,9M EUR, soit 85% du coût total éligible dans le cadre de cet accord. Pour mémoire, le montant du financement obtenu pour la réalisation du projet Rail Baltica pour la période 2014-2021 a atteint plus de 1,2Mds EUR, dont 85% financés par le MIE.

Transport

Pour atteindre l'objectif du pacte vert de réduction d'au moins 55% des émissions carbone d'ici 2030, la Lettonie doit verdir son secteur du transport qui est l'une des plus grosses sources d'émission dans le pays. Pour cela, 145 bus modernes et respectueux de l'environnement (électrique, hybrides ou au gaz naturel) seront achetés d'ici la fin de l'année pour le transport de passager dans 8 des principales villes lettones. Ce remplacement des flottes de bus va être mis en place grâce à un cofinancement de 44,9 M EUR du Fonds de cohésion de l'UE.

Le 31 octobre, une discussion d'experts sur les solutions techniques et plans de construction du pont combiné routier et ferroviaire sur la rivière Daugava a été organisé par le ministère des transports letton. Cette connexion est importante pour le développement des lignes Rail Baltica et permettra de renforcer la connectivité et mobilité de toute la région.

Fonds européens

Lors du Conseil ECOFIN du 4 octobre 2022, un accord a été conclu sur la répartition du financement de l'instrument REPowerEU entre les Etats membres. Au cours des négociations, le ministère des Finances letton a obtenu une augmentation du financement de 14% : le montant des fonds disponibles pour la Lettonie a passé de 109M EUR à presque 124M EUR.

Estonie

Energie

- Réforme du marché de l'électricité

Le service universel de l'électricité mis en place pour les ménages début octobre a été élargi aux micro et petites entreprises le 1^{er} novembre. Jusqu'à présent, près de 7% des entreprises clientes d'Eesti Energia ont signé un contrat de service universel. Les entreprises comptant moins de 50 employés et réalisant un chiffre d'affaires inférieur à 10 M EUR peuvent y prétendre dans la limite de 1 GWh/an. De même, cette offre s'adresse aux associations à but non lucratif et aux auto-entrepreneurs.

Selon les plus grands distributeurs d'électricité, la majorité des ménages ont opté pour l'offre du service universel d'électricité : 130 000 clients d'Eesti Energia y sont passé (mais près de 6 000 s'en sont désabonnés), 70% des clients d'Alexela ont opté pour ce service. Pour rappel, ce nouveau service était automatiquement appliqué à tous les consommateurs ne disposant pas de contrat fixe ou disposant de contrats fixes moins intéressants. Les consommateurs disposaient de 15 jours pour exprimer leur refus de rejoindre ce service. La majorité des clients s'étant détournés de ce service universel le justifient par la volonté de rester sur le tarif du marché, notamment parce qu'ils ont des outils pour piloter leur consommation selon l'évolution du prix du marché. Certains ont également exprimé leur crainte de voir le prix de ce service augmenter dans les prochaines semaines, comme le souhaite Eesti Energia.

- Mix énergétique et énergie renouvelable

Le Parlement estonien a adopté le projet d'amendement de loi sur l'organisation du secteur de l'énergie. Conformément aux ambitions de la coalition gouvernementale, il fixe l'objectif d'un mix énergétique capable de couvrir l'intégralité de la consommation nationale à partir d'énergie renouvelable d'ici 2030 (contre 40% visés précédemment). Pour atteindre cet objectif, il est prévu de mettre en place une subvention sur les éoliennes ainsi qu'un traitement plus rapide

pour des permis de construire pour les parcs éoliens. Depuis le début de l'année, l'énergie renouvelable représente près d'un tiers de la consommation estonienne.

Dans la lignée de cet objectif, les travaux ont commencé pour le parc éolien de Saarde. L'entreprise Utilitas a investi environ 60M EUR pour développer ce parc éolien, composé de 9 turbines et pouvant produire jusqu'à 135 GWh/an. Il s'agirait du parc éolien ayant la plus forte production en Estonie. Les plans prévoient une mise en service lors du second semestre 2023.

- Gaz

Grâce à la stabilisation du marché du gaz et à la baisse des prix (de 350 EUR/MWh en août à 100 EUR/MWh en octobre), Eesti Gas a procédé à une diminution du prix du gaz dès octobre 2022. Il va désormais coûter 1,85 EUR/m³ de gaz, au lieu de 2,85 EUR précédemment.

- Nucléaire

L'entreprise privée Fermi Energia a commencé des études de sol dans le village de Letipea, afin de déterminer si le site pourrait accueillir un SMR ou non. Cette démarche, purement privée, a été mal reçue par la population : Fermi Energia n'a pas pris le temps de consulter les habitants, ni même de leur présenter le projet. Une polémique a émergé autour de ce sujet, de nombreux habitants refusant que des forages soient réalisés sans leur accord – et ce alors que le gouvernement estonien ne s'est toujours pas prononcé sur le choix de l'énergie nucléaire. Les pouvoirs locaux ont annoncé travailler avec Fermi Energia pour mettre en place des consultations publiques dans les prochaines semaines.

Transports

- Mobilité douce

Le Parlement estonien a initié un débat autour de l'utilisation des trottinettes électriques en Estonie, suite à une hausse marquée de leur utilisation et des accidents y étant liés. Des limitations de vitesse seront adoptées, notamment en fonction de l'heure et de la période de l'année. Ces trottinettes peuvent actuellement circuler à 25km/h sans restriction. Le code de la route estonien leur impose de rouler sur les trottoirs en l'absence de piste cyclable, ce qui met en danger les piétons.

Début novembre, la ville de Tallinn a dévoilé sa stratégie budgétaire pour les années à venir. Environ 40 km de pistes cyclables seront construits dans les prochaines années, et un budget conséquent devrait être dégagé pour leur entretien. La ville de Tallinn souhaite que ces dépenses soient financées par les fonds européens.

Enfin, plusieurs bus de la ville de Tallinn vont expérimenter un biocarburant, à base de déchets organiques, à compter de décembre. L'usine, située dans la banlieue de Tallinn, peut retraiter 20 000 t/an de déchets biodégradables, pour une production d'environ 2M m³ de biocarburant.

- Ferroviaire

Entre janvier et octobre, l'Estonie a transporté approximativement 6M t de produits – soit 39% de moins que sur la même période l'an passé. Cette chute s'explique notamment par la chute des transactions avec la Russie, et celle-ci devrait s'accroître. En conséquence, un débat national a émergé autour du soutien à apporter à Operail, opérateur national du transport de marchandise. Avec une chute de son activité d'environ 50%, le groupe a enregistré une perte sèche de 3,5M EUR depuis le début de l'année – contre un profit de 3,5M EUR sur la même période l'an passé. Une aide de l'Etat est attendue, sous peine de voir disparaître l'entreprise dans les prochaines années.

A l'inverse, le transport de passagers a progressé : sur les neuf premiers mois, les chemins de fer estoniens ont transporté 4,5M de passagers (soit 17,9% de plus que sur la même période l'an passé).

- Maritime

Tallink a enregistré un profit de 37,9M EUR pour le troisième trimestre 2022. Il s'agit du meilleur trimestre de l'entreprise depuis 2019, principalement grâce à une hausse des revenus dégagés lors des traversées (restaurants et magasins). Ce trimestre confirme la reprise de l'entreprise, qui enregistrait 53,2M EUR de pertes sur l'ensemble de l'année 2021 et vise l'équilibre pour l'année 2022. Le dernier trimestre démarre de façon satisfaisante puisqu'au cours du mois d'octobre, Tallink a transporté 454 207 passagers (+10,2% par rapport à octobre 2021).

- Aérien

Le secteur aérien confirme sa reprise, observable depuis le début de l'année. Sur le premier semestre 2022, l'Aéroport de Tallinn a enregistré 2,33M de passagers, soit +140% par rapport au premier semestre 2021. Le mois d'octobre est également très satisfaisant, avec 282 359 passagers enregistrés (+53% en glissement annuel). En s'appuyant sur ce dynamisme, l'aéroport de Tallinn va proposer 40 destinations directes depuis Tallinn entre novembre et avril. Chaque semaine, 3 vols Ryanair relieront Tallinn et Beauvais et deux vols opérés par Air Baltic relieront Tallinn et Paris.

Dans le même temps, l'Estonie souhaite densifier les connexions entre son territoire métropolitain et ses îles. Ainsi, un appel d'offre a été émis afin d'assurer 12 vols entre Tallinn et Kardla par semaine (6 aller-retours), entre janvier 2023 et mai 2024. Chaque vol devra pouvoir accueillir au moins 19 passagers, munis de bagages classiques. La valeur du contrat est estimée à 4,3M EUR.

Infrastructures

- Rail Baltica

Un nouvel appel d'offres va être lancé pour la construction du terminal d'Ülemiste (quartier de Tallinn). Le premier appel d'offre, diffusé en août, n'avait reçu que la réponse de l'italien Rizzani de Eccher. Cette réponse prévoyait une explosion du budget prévisionnel (346M EUR, contre 177M EUR espérés par Rail Baltica Estonia). Le nouvel appel prévoit de diviser la commande initiale en 5 lots différents, pouvant potentiellement être remportés par 5 entreprises différentes.

Fin octobre, plusieurs chantiers liés à Rail Baltica se sont achevés. C'est le cas des viaducs de Tagadi, de Kunka et de Loone. Il s'agit des premiers chantiers de Rail Baltica à être achevés en Estonie. Trois autres viaducs devraient être terminés d'ici la fin de l'année.

- Construction

La stratégie budgétaire présentée par le gouvernement estonien réduit drastiquement les investissements publics en matière de construction. Entre 2022 et 2026, seulement 450M EUR seront consacrés à l'entretien du réseau routier estonien. Pour suivre la stratégie fixée par le plan de développement 2035 du pays, les opérateurs privés estiment qu'il faudrait approximativement 4 Mds EUR d'ici à 2026. La Ministre des Affaires Economiques, Riina Sikkut, a reconnu que cela était insuffisant et souhaite que le secteur de la construction obtienne de nouveaux financements après les élections de mars 2023.

En ligne avec ce choix budgétaire, le gouvernement estonien souhaite repousser la date limite pour terminer la reconstruction de deux grandes routes estoniennes. Ces travaux sont financés sur fonds européens, le gouvernement estonien doit donc déposer une demande formelle à la Commission Européenne pour retarder ces travaux.

- Aménagement urbain

Le Ministère des Affaires Economiques a présenté plusieurs règlements afin d'accélérer la rénovation urbaine et d'améliorer les performances énergétiques des bâtiments, avec la volonté d'accroître la connexion avec les énergies renouvelables. Un fonds supplémentaire de 366M EUR sera dédié à la reconstruction de logements, en s'appuyant sur les fonds structurels européens. Le Ministère estime que 40% de la consommation finale d'énergie est le fait des logements.

Les prix de l'immobilier tendent à se stabiliser à Tallinn (+0,7% entre septembre 2022 et octobre 2022) et même à diminuer hors de Tallinn (-5,6% sur la même période). Le prix moyen atteint désormais 2961 EUR/m² à Tallinn et 1166 EUR/m² hors de Tallinn. Le prix médian est de 2869 EUR à Tallinn (+4,3% en un mois) et de 843 EUR hors de Tallinn (-10,5% en un mois). En dépit de cette évolution, le nombre de transactions continue de chuter : seulement 1771 transactions ont eu lieu en octobre 2022, ce qui est le plus faible total depuis octobre 2016. Les professionnels du secteur s'attendent à ce que cette baisse perdure en 2023.

Environnement

- Forêt

Le Ministre de l'Environnement, Madis Kallas, a proposé de réduire les quotas de coupe de bois pour 2023. M. Kallas souhaite que l'Estonie autorise uniquement la coupe de 9200 ha/an, contre 10400 hectares aujourd'hui. Sa proposition sera discutée par le gouvernement, puis par le Parlement. La Première Ministre a exprimé ses réserves sur le sujet, signalant les difficultés du secteur de l'industrie forestière suite à la fermeture du marché russe.

Dans le même temps, Madis Kallas a annoncé attendre de la flexibilité de la part des instances européennes quant à la mise en place de LULUCF. Il a toutefois rappelé que son pouvoir de négociation était limité, le Conseil de l'Union Européenne ayant d'ores et déjà affiné sa position – en tenant compte des positions du précédent gouvernement estonien.

Enfin, le gouvernement a annoncé une fusion de l'Environmental Investment Center (KIK) et le Private Forest Center. Ces deux agences s'occupaient de financer des projets environnementaux en faveur de la protection des forêts, et vont fusionner pour avoir une action plus efficiente.

- Education et transition verte

Le gouvernement estonien a lancé un appel à projet autour de la bioéconomie et de la transition verte des entreprises, ouvert jusqu'au 29 décembre 2022. Cet appel à projet, d'une valeur de 23M EUR, va attribuer différents financements, d'un montant variant de 500 000 EUR à 5M EUR. Cet appel est financé par le PNRR, et doit conduire à une baisse des émissions de CO₂ des entreprises. Une attention particulière sera donnée aux projets mettant en avant la gestion des déchets et le développement de biogaz.

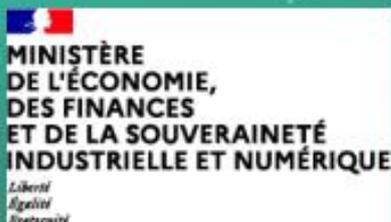
L'entreprise publique Eesti Energia a noué un partenariat avec l'Université de TalTech, afin de financer deux projets autour de la capture du CO₂ émis dans les usines à pyrolyses d'Eesti Energia.

Enfin, le Président Alar Karis s'est exprimé au sujet des enjeux environnementaux lors de la COP27. Il a axé son discours autour de l'éducation, défendant la nécessité d'intégrer les enjeux environnementaux dans l'ensemble des programmes éducatifs.

Calendrier :

Rail Baltic Industry Day 2022, 6 décembre 2022 (en vidéo) - [Rail Baltica Official Website](#) | [Rail Baltica](#)

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international



Responsable de la publication : Service économique régional de Varsovie
Rédacteurs : SER de Varsovie, SE de Budapest, SE de Prague, SE de Bratislava, SE de Riga, SE de Vilnius, SE de Tallinn

Pour s'abonner : noemie.plaskowski@dgtresor.gouv.fr